



*Institute for
Research on
Public Policy*
*Institut de
recherche
en politiques
publiques*

Pour diffusion immédiate
Le 18 mars 2008

COMMUNIQUÉ

Les programmes destinés à favoriser l'intégration économique des immigrants à Montréal sont inadéquats, selon une étude de l'IRPP

Le budget provincial constitue un pas dans la bonne direction, mais les programmes restent sous-financés et fragmentés, disent Marie-Thérèse Chicha et Éric Charest.

Montréal – Alors que le gouvernement Charest a décidé d'augmenter le niveau de l'immigration au cours des prochaines années, pour aller au-delà du nombre actuel de 45 000 personnes chaque année, une étude publiée aujourd'hui par l'Institut de recherche en politiques publiques met sérieusement en doute l'aptitude des programmes de soutien existants à assurer la pleine intégration des immigrants sur le marché du travail. « Seul un très petit nombre d'entre eux peuvent bénéficier d'un appui approfondi, et ce, pour une durée très limitée », affirment les auteurs, Marie-Thérèse Chicha et Éric Charest (tous deux de l'Université de Montréal).

Les difficultés économiques auxquelles les immigrants font face sont bien connues. Les auteurs soulignent que le problème est particulièrement aigu à Montréal, où le taux de chômage chez les immigrants récents était, en 2006, de 18,1 %, donc près de trois fois plus élevé que chez les Montréalais nés au Canada. Plus frappant encore, ce taux était presque le double de celui que l'on observait à Toronto, et supérieur de plus de 50 % à celui que l'on observait à Vancouver. Il est difficile de concilier ces chiffres alarmants avec le fait que les nouveaux arrivants possèdent en général une scolarité élevée et sont en principe choisis en fonction de leur employabilité.

Marie-Thérèse Chicha et Éric Charest décrivent les nombreux facteurs qui contribuent à ce sombre portrait : connaissance insuffisante du français, difficulté à faire reconnaître la formation et l'expérience acquises à l'étranger, discrimination pure et simple, etc. Pris séparément, chacun de ces obstacles est déjà difficile à surmonter ; mais, comme de plus ils se renforcent l'un l'autre, cela crée un « cercle vicieux » du chômage.

Les auteurs examinent en détail les nombreux programmes mis en place par Québec pour s'attaquer à ces obstacles – guides pour la recherche d'emplois, développement des aptitudes linguistiques, formation de transition et mentorat, notamment. Toutefois, ils constatent un problème important de coordination entre les programmes, à tel point que ceux-ci entrent parfois en conflit les uns avec les autres. Les chercheurs estiment que la création d'un organisme indépendant, pour coordonner ces multiples programmes, serait « très utile ».

Le problème est plus sérieux encore sur le plan du financement. Les auteurs soulignent que le budget du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) a augmenté beaucoup moins rapidement que le nombre de nouveaux immigrants au cours de la dernière décennie, ce qui a entraîné une baisse moyenne de financement de 18 % par immigré. Le budget provincial de 2008-2009 prévoit un investissement supplémentaire de quelque 22 millions de dollars pour l'intégration des immigrés ; le gouvernement est donc conscient du problème. Mais ce montant est loin d'être suffisant pour compenser dix années de négligence.

Encore plus inquiétant : en 2006, Ottawa a transféré au Québec 195 millions de dollars pour le soutien aux immigrants ; or, le budget total du MICC était de plus de 70 millions inférieur à cette somme. Le nouveau budget a promis plus de transparence en ce qui concerne les programmes d'immigration administrés par d'autres ministères, mais il reste qu'une partie du transfert n'est peut-être pas affectée aux fins auxquelles il est destiné.

La majeure partie du financement des programmes d'intégration étant renouvelée sur une base annuelle, il est difficile d'offrir une aide soutenue et approfondie. C'est pourquoi la plupart des organismes fournissent une aide à court terme – services d'accueil et d'information, par exemple –, et dont les retombées positives sont le plus souvent temporaires. Pour appuyer des programmes plus efficaces, comme la formation de transition, le mentorat et les stages, il faut un engagement à long terme. Le budget provincial a fait quelques pas modestes dans cette direction.

Enfin, les politiques d'intégration semblent dominées par les contraintes budgétaires. Résultat : les programmes en place non seulement ne répondent pas aux besoins actuels, mais pourront encore moins soutenir un accroissement du niveau d'immigration. « Le gaspillage de capital humain qui en résulte, ainsi que les coûts personnels et sociaux qui y sont associés, sont donc très élevés », concluent les auteurs.

On peut télécharger sans frais le texte de l'étude de Marie-Thérèse Chicha et Éric Charest, intitulée *L'Intégration des immigrés sur le marché du travail à Montréal : politiques et enjeux*, sur le site www.irpp.org. Un résumé en anglais est également disponible.

-30-

Pour plus de détails ou pour solliciter une entrevue, prière de communiquer avec l'IRPP.

Pour recevoir le bulletin mensuel de l'Institut par courriel, veuillez vous abonner à notre service de distribution électronique, à l'adresse www.irpp.org.

Renseignements :

Jeremy Leonard (jleonard@irpp.org)

Directeur de communications par intérim

Bureau : (514) 787-0747 ; Cellulaire : (514) 568-0171